



““La guerre des Balkans n’aura pas lieu”. Réactions contre la guerre dans l’espace public français pendant les conflits balkaniques de 1912-3.”

Nicolas Pitsos

► To cite this version:

Nicolas Pitsos. ““La guerre des Balkans n’aura pas lieu”. Réactions contre la guerre dans l’espace public français pendant les conflits balkaniques de 1912-3.”. Jean-Paul Bled, Jean-Pierre Deschodt. Les guerres balkaniques 1912-1913, PU Paris-Sorbonne, p.215-231, 2014, 978-2-84050-920-2. hal-03996329

HAL Id: hal-03996329

<https://hal.science/hal-03996329>

Submitted on 19 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

«‘La guerre des Balkans n’aura pas lieu’. Réactions contre la guerre dans l’espace public français pendant les conflits balkaniques de 1912-3.»

Écrit entre l’automne 1934 et l’été 1935, en pleine montée des régimes autoritaires et totalitaires en Europe et d’exacerbation des rivalités impérialistes préconisant la deuxième guerre mondiale, la pièce de Jean Giraudoux, *La guerre de Troie n’aura pas lieu*, est montée par Louis Jouvet au théâtre de l’Athénée, au moment même de l’invasion de l’Ethiopie par le régime mussolinien. Le parallèle entre la situation diplomatique dans le monde, à la fin des années 1930, et l’équilibre européen à la veille de la Grande guerre mis à part, ce qui rapproche également ces deux périodes, ce sont les réactions à la fois contre un conflit proclamé et une guerre dont les contemporains craignent l’avènement. Dans une telle perspective, l’intitulé de cet article renvoie aussi bien aux réactions dans l’espace public français contre la guerre dans les Balkans de 1912-3, qu’à celles destinées contre le déclenchement d’une guerre prenant comme prétexte la situation diplomatique et militaire dans les Balkans entre le mois d’octobre 1912 et le mois d’août 1913. L’objectif de cette étude, est de s’interroger sur les acteurs de ces réactions, leurs motivations, leur perception des rapports entre paix et guerre en général et dans les conflits balkaniques en particulier. Ces interrogations sont inspirées par les recherches historiographiques dans le domaine du pacifisme et de l’antimilitarisme¹ et visent à exploiter la notion de « narrative of peace »². Pour ce faire, j’ai exploré la presse française de l’époque³, ce média à travers lequel les contemporains ont exprimé leurs points de vue à l’égard de la guerre dans les Balkans, ainsi que des rapports de la Préfecture de Police qui relatent l’ambiance des manifestations contre la guerre pendant cette période.

Les acteurs majeurs des réactions contre les guerres balkaniques de 1912-3 en France

Le 20 octobre 1912, c’est-à-dire à peine quelques jours après l’ouverture des hostilités entre les alliés balkaniques et l’empire ottoman, on apprend dans un fait divers publié dans le journal satyrique *Le Cri de Paris*, que devenu subitement fou, un employé de l’Assistance publique, se présentait la veille, au corps de Garde de la Chambre des députés, et demandait au gardien de le conduire auprès du ministre de la Guerre afin de préparer avec lui la paix

¹ Parmi les ouvrages consacrés à ces mouvements et écoles de pensée en France, nous pouvons consulter Paul Miller, *From revolutionaries to citizens, antimilitarism in France, 1870-1914*, Durham, London, Duke University Press, 2002, Jean-Pierre Biondi, *La mêlée des pacifistes, 1914-1945*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2000, Marc Angenot, *L’antimilitarisme, idéologie et utopie*, Montréal, Université McGill, 2001, Yves Santamaria, *Le pacifisme, une passion française*, Paris, A. Colin, 2005 et pour une approche plus globale, Peter Brock, *Freedom of war : non-sectarian pacifism, 1814-1914*, Toronto, Toronto University Press, 1991.

² Pour une définition de cette notion, voir John Grittings, «The Narrative of Peace : what we can learn from the history of thinking about peace», *The Spokesman*, 2012, n°118, p.9-25.

³ Mon corpus journalistique est composé de journaux et revues recouvrant l’ensemble du paysage idéologique de l’époque. À côté des journaux de tendance nationaliste-traditionnaliste (*L’Action Française*, *L’Autorité*, *Le Correspondant*, *La Croix*, *L’Écho de Paris*, *Le Figaro*, *Le Gaulois*, *La Libre parole*, *Le Petit Journal*) j’ai également consulté des journaux représentatifs d’une culture politique libérale-républicaine (*Gil Blas*, *Le Journal*, *L’Illustration*, *Le Matin*, *Le Temps*), radicale (*L’Aurore*, *La Lanterne*, *Le Petit Parisien*, *Le Radical*), socialiste-syndicaliste (*La Bataille Syndicaliste*, *La Guerre Sociale*, *L’Humanité*, *La Revue socialiste*), libertaire (*L’Anarchie*, *Le Libertaire*). Pour une typologie des cultures politiques française après la Révolution Française, voir Serge Bernstein, *Les cultures politiques en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2003 (1999). Pour une histoire de la presse pendant la Troisième République, voir Christophe Charle, *Le siècle de la presse, 1830-1939*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.

dans les Balkans. Le malheureux a été aussitôt conduit à l'Infirmierie du dépôt⁴. Pourtant, était-il le seul à s'opposer à cette guerre?

À ses côtés, pour dénoncer les confrontations militaires dans les Balkans à leur début, il y avait des socialistes⁵, des radicaux⁶, des syndicalistes de la CGT, des anarchistes, le mouvement de la coopération internationale, des libres penseurs⁷. En décembre 1912, alors que le spectre de la guerre plane au-dessus du continent européen et qu'il se profile menaçant, sur arrière-plan de tensions austro-serbes pour la délimitation des frontières de l'État albanais et l'accès de la Serbie à la mer adriatique, la Ligue des droits de l'homme⁸ organise une manifestation pour la paix à l'École des hautes études sociales. Pour sa part, Niade de Platel⁹, secrétaire général de la Grande Loge de France, rappelle à l'occasion de la fête annuelle de cette association, que dès le début de la guerre des Balkans, il avait adressé à toutes les obédiences maçonniques du monde un appel les conviant à coordonner leurs efforts pour ramener la paix dans les Balkans et s'opposer à l'extension de ce conflit. La réaction contre la guerre n'est pas d'ailleurs seulement une affaire d'hommes, et Mme Lemaître affirme lors d'une réunion à la salle Wagram, que les femmes du Comité contre la loi Berry-Millérand¹⁰, sont de tout cœur avec les travailleurs dans leur lutte contre le militarisme. À ce propos, elle reproche à ses camarades l'indifférence dans laquelle ils laissent leurs compagnes au sujet de leur éducation sociale, avant de les inciter à envoyer leurs femmes au Comité, où elles leur apprendront «qu'on n'élève pas des enfants jusqu'à vingt ans pour en faire la proie des Biribis¹¹ ou des cadavres en piédestal au capitalisme¹².».

Les moyens mobilisés dans le cadre des réactions contre les guerres balkaniques

En dehors de ces réunions, la société française est également mobilisée dans le cadre de rassemblements, à l'instar de celui au Pré-Saint-Gervais en novembre 1912¹³, où les manifestants socialistes, anarchistes, syndicalistes ont uni leurs voix pour protester contre la guerre. Afin de rendre cet événement plus visible dans l'espace public, le comité de rédaction de *l'Humanité* décide de promener dans Paris des autos portant des pancartes où l'on pouvait

⁴ «Faits divers, une victime de la guerre des Balkans. », *Le Cri de Paris*, 20 octobre, 1912.

⁵ Pour une étude diachronique des engagements des socialistes contre la guerre voir Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre, 1900-1938*, Paris, Éditions du Seuil, 1993.

⁶ Le parti radical dont un des principes fondateurs et régisseurs était la défense de la raison et du progrès contre la foi aveugle et la tradition, se prononçait traditionnellement en termes de relations internationales pour le maintien de la paix.

⁷ Les libres penseurs étaient divisés dans leur réaction à l'égard de la guerre dans les Balkans, certains d'entre eux allant jusqu'à la considérer comme une guerre légitime et juste, en fonction de leurs propres sensibilités idéologiques et de leurs affinités personnelles avec les belligérants. Dans cette perspective le compte rendu de la réunion mensuelle de la Société de l'enseignement populaire positiviste publié dans la *Revue Positiviste internationale* en janvier 1913, est révélateur de ces divergences.

⁸ «La manifestation pour la paix de la Ligue des droits de l'Homme», *Le Radical*, 16 décembre, 1912.

⁹ «Manifestation maçonnique en faveur de la paix», *Le Radical*, 11 décembre 1912.

¹⁰ Cette loi préconisait l'augmentation du service militaire de deux à trois ans.

¹¹ L'ensemble de compagnies disciplinaires et d'établissements pénitentiaires stationnés dans les colonies françaises de l'Afrique du Nord et destinés à recevoir les militaires réfractaires ou indisciplinés de l'armée française. Pour une étude détaillée sur ce dispositif voir Dominique Kalifa, *Biribi : les bagnes coloniaux de l'armée française*, Paris, Perrin, 2009.

¹² «À la salle Wagram», *La Bataille Syndicaliste*, 18 novembre 1912.

¹³ Il s'agit de la manifestation du dimanche 17 novembre, jour de protestation paneuropéenne contre la guerre.

lire : «demain, à trois heures, au Pré-Saint-Gervais, démonstration socialiste internationale contre la guerre. Rendez-vous à tous les amis de la paix¹⁴.». Selon les comptes-rendus de cette réunion dans les journaux socialistes¹⁵, cette campagne publicitaire aurait porté ses fruits, car le jour de la manifestation, en arrivant sur le vaste terrain de la démonstration le long des glacis des fortifications, une foule se pressait autour des huit tribunes dressées pour accueillir les délégués du Bureau Socialiste International. Chaque tribune était constituée d'un chariot entouré d'une large bande de calicot rouge et surmontée de faisceaux de drapeaux de la même couleur. La Fédération Communiste anarchiste arriva quant à elle avec le drapeau noir, après avoir traversé au préalable toute Belleville, en chantant des hymnes révolutionnaires. Quelques jours plus tard, tandis qu'à Bâle, se tiennent les assises socialistes internationales contre la guerre¹⁶, la CGT qui à cette époque avait rompu toutes relations avec le Parti socialiste unifié¹⁷, tient de son côté à Paris, sur les hauteurs de Belleville, un congrès extraordinaire avec le même sujet à l'ordre du jour¹⁸. Le mardi 26 novembre 1912, la salle de la Bellevilloise est comble à craquer. La disposition des participants reflète les différentes tendances à l'intérieur de la confédération. À droite de la tribune, en masse compacte et occupant une quinzaine de rangées, on pouvait observer les ouvriers de la métallurgie. Les délégués du Bâtiment étaient presque tous placés en face. L'aile gauche était moins homogène. Pourtant en retrait, s'étaient « groupés les délégués du Syndicat national des chemins de fer et les plus notoires réformistes qui font bloc pour applaudir leurs amis¹⁹. ». Malgré les différentes sensibilités idéologiques représentées, le congrès se prononce en faveur de l'organisation d'une grève générale pour réagir contre la guerre. Cette décision divise le mouvement anti-guerre et elle est contestée par la Fédération protestante²⁰ et les chrétiens libéraux qui privilégient l'organisation de prédications comme moyen de manifester en faveur du maintien de la paix. La convocation d'une grève générale²¹ révèle également les divergences idéologiques entre le Parti socialiste unifié et les syndicalistes. Albert Thomas²² sans vouloir ouvertement sous-estimer ou complètement invalider ce moyen de réaction, qui

¹⁴ «Des Autos dans les faubourgs», *L'Humanité*, 17 novembre, 1912.

¹⁵ La Une de *L'Humanité* du 18 novembre 1912 avance le chiffre de 100 000 manifestants.

¹⁶ Il s'agit du congrès socialiste international contre la guerre qui s'est tenu à Bâle entre le 24 et le 25 novembre 1912. La date de ce congrès a été avancée de quelques mois en vue de la menace pour la paix représentée par les conflits militaires dans les Balkans.

¹⁷ Cette rupture remonte à l'élaboration de la charte d'Amiens de 1906, qui établit le principe de l'autonomie des syndicats à l'égard des partis politiques.

¹⁸ «La CGT contre la guerre», *L'Aurore*, 25 novembre 1912.

¹⁹ «Le prolétariat contre la guerre; deuxième jour du congrès extraordinaire de la CGT», *La Bataille Syndicaliste*, 26 novembre 1912.

²⁰ «Par rapport à la grève de la CGT», *Le Protestant*, 21 décembre 1912.

²¹ Depuis le congrès d'Amiens (1906) la lutte contre le militarisme fait partie de la politique officielle de la CGT. Le congrès de Marseille en 1908, ajoute à son programme le mot d'ordre de la grève générale en cas de mobilisation. Ce principe est également partagé par Gustave Hervé au sein du parti socialiste unifié mais rejeté par Jules Guesde et ses partisans. Le troisième courant représenté au sein du parti socialiste par Jean Jaurès hésite entre son soutien à cette initiative, si besoin pour éviter une guerre agressive, et sa définition de la guerre défensive. Derrière ces divergences de tactique, se profilent des rapports multiples à l'égard de la théorie et la pratique antimilitariste auprès des différentes branches de la culture socialiste française à la veille de la Grande Guerre. Pour une typologie de ces sensibilités idéologiques voir, Jean-Jacques Fiechter, *Le socialisme français de l'Affaire Dreyfus à la Grande Guerre*, Genève, Droz, 1965, Marc Angenot, *op.cit.*,..., et Yolande Cohen, «L'antimilitarisme des jeunesses avant 1914», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1989, 16, p.42-48.

²² Albert Thomas, «A l'opinion», *L'Humanité*, 16 décembre 1912.

aurait mobilisé selon les estimations du journal *le Libéraire* environ 600 000 grévistes²³ et cela malgré les mesures répressives déployées par les autorités, affirme que les socialistes préfèrent s'adresser à l'opinion toute entière. Cette critique modérée exprimée par Albert Thomas, ne fait toutefois pas l'unanimité au sein de son parti et lors de son congrès national convoqué à la veille du rassemblement socialiste à Bâle, la motion Vaillant²⁴ préconise pour empêcher la guerre, tous les moyens, y compris l'organisation de la grève générale et l'insurrection. Cette motion fut, ainsi que nous renseigne un des rapports adressés à la Préfecture de Police, «combattue par les Guesdistes, par opposition systématique à la CGT, qui favorise les mêmes moyens, et aussi pour faire pièce aux Jauressistes²⁵.».

Outre l'espace public arpenté par les individus-manifestants, il y a aussi l'espace public tissé et constitué par les communautés imaginaires²⁶ lisant la presse ou assistant à une projection cinématographique. Ainsi, l'article, le cliché photographique publiés dans les journaux et dévoilant les effets dévastateurs des opérations militaires, la caricature dessinant l'aspect macabre de la guerre, le film mettant en scène ses effets ravageurs, sont autant de supports médiatiques véhiculant des discours contre la guerre. Maurice-Faure, sénateur de la gauche radicale dans la Drôme, qualifie de boucherie les abominables tueries se déroulant dans l'Orient en commentant dans le journal *La Lanterne* que si les pacifistes veulent rétorquer aux railleries de leurs adversaires leur reprochant d'avoir été impuissants à prévenir le conflit, quel meilleur argument pour eux contre la guerre que «la vue quotidienne des atrocités qui font couler des torrents de sang aux frontières de la Turquie²⁷.».

De son côté, Gustave Téry, fondateur du journal *L'Oeuvre*, où fut publié le roman antimilitariste *le Feu* d'Henri Barbusse pendant la Grande Guerre, affirme qu'un bon film «fait plus pour la paix que la plus retentissante conférence de la Haye²⁸.». Et développant cette réflexion, son collègue dans le *Pathé journal*, poursuit en affirmant que ce que les discours des rhéteurs n'ont pu faire entendre, ce que les écrits n'ont pu faire comprendre, ce que les images sont impuissantes à évoquer, «le cinéma, lui, le fait voir, d'une façon implacablement, rigoureusement vraie²⁹.».

²³ Eugène Maréchal, «La guerre impossible», *Le Libéraire*, 21 décembre 1912.

²⁴ Il s'agit d'une motion présentée par Édouard Vaillant, ancien communard et chef de file du parti socialiste unifié au sein duquel il prône une action simultanée entre le parlementarisme et le syndicalisme, entre la grève générale et le socialisme municipal.

²⁵ *Archives Nationales*, F/7/13069, Paris, le 23 novembre. Comme le fait remarquer Jean-Jacques Fiechter, contrairement à Gustave Hervé et à tous ceux qui soutiennent au sein du parti socialiste l'idée d'une insurrection, Jules Guesde estime que la déclaration de guerre loin de favoriser une telle évolution, la rendrait impossible. Voir Jean-Jacques Fiechter, *op.cit.*..., p.156.

²⁶ Sur la définition des lecteurs d'un journal en tant que communauté imaginaire, voir Benedict Anderson, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, London, Verso, 1991.

²⁷ Maurice-Faure, «La guerre des Balkans et le pacifisme», *La Lanterne*, 28 octobre 1912.

²⁸ Lecoq, «A propos de la guerre des Balkans», *Le Courrier cinématographique*, 15 novembre 1912.

²⁹ *Idem*. Sur la perception au début du XXe siècle, de la caméra et de l'image censée être filmé en direct, comme une sorte de témoignage objectif et véridique, voir aussi les commentaires du directeur de la revue *Le Courrier cinématographique* à propos d'un film projeté sur les batailles des guerres balkaniques en novembre 1913, «Programme du Cinéma-Palace, 42 bvd Bonne-Nouvelle, du 7 au 13 novembre 1913», bibliothèque de l'Arsenal, collection Rondel 8°RK 8789, cité dans Laurent Veray, «La représentation de la Guerre dans les Actualités Françaises de 1914 à 1918», 1895, 1994, n°17, p.6.

Les motivations derrière les réactions contre la guerre

La cruauté et l'absurdité de la guerre étant dévoilées par les médias de la République, les motivations des citoyens français qui s'engagent dans leurs discours et actes publics contre les conflits balkaniques, pourraient se classer en deux grandes catégories. Il s'agit d'une part des réactions motivées par la dénonciation de la nature de ces conflits et d'autre part des réactions nourries par la crainte des conséquences de cette guerre.

Tout d'abord, la déclaration de la guerre de la part des quatre royaumes balkaniques contre l'empire ottoman est considérée par une partie de la presse française³⁰, comme un acte illégitime, agressif, une campagne impérialiste. Le journal *l'Anarchie*, met également l'accent sur le caractère immoral de cette déclaration de guerre en commentant la conjoncture diplomatique et militaire. Selon ses journalistes, tandis que l'empire ottoman essaye de résister à une tentative de brigandage de la part d'Italie, et qu'il est épuisé par cette lutte engagée, « c'est ce moment que choisissent pour intervenir les quatre larrons balkaniques associés³¹. ». Anatole France prenant la parole à l'occasion de l'hommage rendu à Émile Zola, dix ans après son décès, déclare en évoquant la possibilité d'un conflit dans les Balkans qu' :

«à cette heure où en Europe, et dans le monde entier, toute idée de justice et de droit est foulée aux pieds, où les peuples n'ont qu'un seul culte, la force, un seul idéal, la violence, où l'on est traité de mauvais citoyens dès qu'on s'oppose aux entreprises dirigées par la brutalité ou la cupidité contre la paix universelle et les libertés publiques, il convient de rappeler ce que fit Zola, il y a quatorze ans. Délibérément il fit le sacrifice de sa popularité, de son repos, de son travail, et se jeta dans les fatigues et les périls pour éviter une injustice à son pays et se montrer lui-même un juste³². ».

À côté de cette référence à l'affaire Dreyfus, le caractère illégitime de la guerre proclamée par les Alliés balkaniques contre l'empire ottoman, est aussi montré du doigt par Séverine, quand elle écrit au lendemain du déclenchement des hostilités que « nous étions une cinquantaine d'utopistes réunis hier à dîner. On blâmait quels que puissent être leurs griefs, les puissances balkaniques, comme on avait antérieurement désapprouvé l'Italie, de n'avoir pas recouru à la juridiction de la Haye³³. ». À la veille de la Grande Guerre, et alors que le droit international est bafoué à l'occasion des plusieurs opérations coloniales, telle que l'expédition italienne en Tripolitaine ottomane³⁴, certaines personnalités au sein de la société française, Constant d'Estournelles en tête, prix Nobel de la paix en 1909, œuvrent contre le recours à la force et

³⁰ Il s'agit surtout de la presse radicale, socialiste, anarchiste et syndicaliste.

³¹ André Lorulot, « L'individu et la guerre », *L'Anarchie*, 21 novembre 1912.

³² « Dix ans après, à la mémoire d'Émile Zola », *Gil Blas*, 5 octobre 1912.

³³ Séverine, « Malfaiteurs publics », *Gil Blas*, 20 octobre 1912. La Cour permanente d'arbitrage de la Haye a été constituée en 1899. Pour une généalogie des institutions pacifistes au XIXe siècle, voir Marc Angenot, *op.cit...*, p.5.

³⁴ Il s'agit du conflit militaire opposant l'empire ottoman au royaume d'Italie, du 29 septembre 1911 au 18 octobre 1912, suite aux visées impérialistes italiennes sur les provinces ottomanes de Tripolitaine et de Cyrénaïque.

en faveur de l'arbitrage pacifique pour la résolution des différends entre pays³⁵. D'autre part, les socialistes regrettent cette guerre, car elle a torpillé la proposition des partis social-démocrates des Balkans qui réunis à Belgrade en octobre 1911 avaient opté pour la réalisation d'une république fédérative démocrate³⁶ des Etats balkaniques, Turquie comprise. Cette guerre dénoncée comme illégitime, est également considérée comme une campagne impérialiste par tous ceux qui en France, voient dans sa présentation en tant que croisade de la part des souverains balkaniques, une volonté d'instrumentalisation de la religion en vue de mener à bien leurs projets d'expansion territoriale et de conquête de type coloniale, visant à s'accaparer de ressources naturelles ou d'infrastructures économiques de l'empire ottoman. Cette approche-interprétation de la nature du conflit et des motivations des alliés est éloquemment énoncée sur les affiches apposées aux murs de Paris et de la banlieue par la fédération de la Seine du parti socialiste qui dénonce derrière le conflit militaire dans les Balkans «des intérêts financiers, des intrigues dynastiques, le fanatisme religieux et le chauvinisme bestial³⁷». La première guerre balkanique est en effet présentée comme une guerre patriotique par les quatre alliés. Or au moment de son déclenchement en octobre 1912, la société française est agitée par des débats autour de la notion du patriotisme. Celui-ci donne lieu à des réactions diverses et variées allant de son simple rejet par les libertaires qui dénoncent dans leurs journaux le mensonge des patries qu'ils considèrent comme le résultat d'une construction sociale et étatique³⁸ jusqu'à son acceptation inconditionnelle par les adeptes d'une droite nationaliste. À ce propos, *le Petit journal illustré* parle d'un réveil ardent de l'idée patriotique³⁹ tandis que Louis Bertrand se réjouit dans *le Gaulois* du triomphe de l'idée de la patrie contre l'internationalisme⁴⁰. Entre ces deux approches du patriotisme, s'affiche une définition plus nuancée, proposée par des instituteurs. Ceux-ci précisent dans leur réponse au ministre Guist'hau qui les accuse comme antipatriotes, qu'ils enseignent «un patriotisme réglé par le sentiment de la justice et le respect du droit d'autrui, celui des grands ancêtres de la Révolution Française⁴¹» dénonçant en même temps «comme dangereux pour la sécurité nationale, le chauvinisme étroit, jaloux, agressif, et repoussant en même temps, le nationalisme intéressé des brasseurs d'affaires⁴²».

³⁵ Sur les engagements pacifistes de Paul d'Estournelles de Constant, voir Laurent Barcelo, *Paul d'Estournelles de Constant, prix de la Paix 1909 : l'expression d'une idée européenne*, Paris, L'Harmattan, 1995.

³⁶ «Le prolétariat contre la guerre», *La Revue socialiste*, décembre 2012. Sur le projet de la création d'une Fédération balkanique à la veille des guerres balkaniques, voir Nia Perivolaropoulou, «La fédération balkanique comme solution des problèmes nationaux : le projet social-démocrate (1909-1915), *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1994, 35, p.29-35.

³⁷ «La Fédération de la Seine va faire apposer sur les murs de Paris et de la banlieue», *L'Humanité*, 26 octobre 1912.

³⁸ Gédéon Bessede, «Le mensonge patriotique», *Le Libertaire*, 12 octobre 1912.

³⁹ «Renouveau du patriotisme», *Le Petit Journal illustré*, 24 mars 1912.

⁴⁰ Louis Bertrand, «Empereur romain», *Le Gaulois*, 1^{er} novembre 1912.

⁴¹ *Archives Parlementaires*, 1912, n°430, séance du 15 novembre 1912, «Intervention de M. Roux-Costadau »,p.95. La notion de 'patrie' n'était pas perçue de la même manière par les différents courants au sein du mouvement socialiste et syndicaliste et à côté de la théorie antimilitariste et des débats autour des moyens les plus pertinents pour résoudre la question sociale, avec ou sans recours à la grève générale ou l'insurrection, constituait un sujet litigieux. Face à son rejet par la majorité des syndicalistes de la CGT et les hervéistes, les guesdistes et les jauréssistes ne sont pas aussi prompts à la nier.

⁴² *Ibid.*

La deuxième grande catégorie de raisons derrière les réactions contre la guerre, c'est celle motivée par la crainte des conséquences au niveau de la question sociale, des intérêts français et des relations internationales. En ce qui concerne la question sociale, les journalistes de la *Bataille syndicaliste*, affirment avoir toujours dénoncé la guerre, comme susceptible de détruire les organisations des travailleurs, anéantir les conquêtes déjà réalisées par eux et miner leurs aspirations. Afin d'illustrer leur engagement antimilitariste, ils reproduisent le témoignage d'un ouvrier bulgare publié dans le *Rapport hebdomadaire de la Fédération nationale des transports*. Celui-ci y informe ses camarades français que la mobilisation et la déclaration de guerre ont provoqué une stagnation dans tout le mouvement ouvrier en Bulgarie. Et il affirme en s'insurgeant que «les chemins de fer, postes, télégraphes, ont été immédiatement militarisés et les employés soumis à une discipline de caserne rigoureuse et inhumaine. Notre Fédération d'ouvriers des transports était forcée de surprendre son action régulière et la parution de ses journaux⁴³.». De leur côté, les socialistes français embrassent la position de leurs camarades de l'empire ottoman et des Balkans qui dans leur manifeste publié par *l'Humanité*, expliquent les raisons derrière leur opposition à la guerre en affirmant que :

« les prolétaires des Balkans n'ont rien à gagner à une aventure, car vaincus et vainqueurs verront également, sur des monceaux de cadavres et de ruines, s'élever plus forts et plus arrogants encore le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère profonde⁴⁴.».

Évoquant toujours les conséquences néfastes pour la question sociale des conflits militaires, Marcel Cachin, écrit au lendemain de la conquête de la ville ottomane d'Andrinople (Edirne) par les Bulgares en mars 1913, que quand les peuples font les bilans de leurs conflits, des dépenses qui les préparent ainsi que de leurs conséquences financières, «ils s'aperçoivent que les vainqueurs ont perdu autant que les vaincus. Parfois même ce sont les premiers qui sont le plus cruellement frappés⁴⁵.». Et il cite l'exemple de l'Angleterre victorieuse qui a plus souffert de la guerre du Transvaal que les Boers écrasés, ainsi que celui des japonais payant cher leurs victoires de Mandchourie, « puisqu'ils sont depuis lors, le peuple le plus imposé du monde⁴⁶.».

Si les socialistes sont particulièrement préoccupés par les répercussions négatives de la guerre sur les droits et les conditions de vie de la classe ouvrière, Edmond Théry, président de l'Association de la presse économique et financière, s'inquiète plutôt des conséquences des guerres balkaniques sur l'économie française. Ainsi, constate-t-il qu'au cours des deux semaines précédant la déclaration de la guerre par le Monténégro contre l'empire ottoman, l'ensemble des valeurs mobilières de l'Europe a baissé de 30 à 35 milliards de francs et sur cette baisse, la part de la France a été d'environ 4 milliards. Afin d'expliquer ce phénomène, il affirme que « tout l'édifice public de la civilisation, du progrès social et du bien-être humain repose aujourd'hui sur le crédit public, et que le crédit public est la chose la plus fragile qu'il

⁴³ «La guerre et les syndicats», *La Bataille Syndicaliste*, 24 février 1913.

⁴⁴ «Le manifeste des Socialistes de Turquie et des Balkans contre la guerre», *L'Humanité*, 14 octobre 1912.

⁴⁵ Marcel Cachin, «Pour la paix», *L'Humanité*, 30 mars 1913.

⁴⁶ *Ibid.*

soit au monde⁴⁷». Quelques mois plus tard en mai 1913, devant l'éventualité d'une nouvelle série d'opérations militaires dans les Balkans, le rédacteur du *Petit Parisien* rappelle à ses lecteurs que les seuls intérêts que la France doit préserver dans la péninsule balkanique, «ce sont ses intérêts matériels et aussi moraux, qui ne pouvaient que souffrir de la prolongation de la guerre et du développement des antagonismes latents⁴⁸». Toujours dans le même esprit, le spécialiste des relations internationales du *Figaro*, Raymond Recouly, affirme qu'indépendamment de la gravité du litige⁴⁹ et de l'importance des intérêts en jeu, la France, « amie fidèle et désintéressée des jeunes nations balkaniques, n'a qu'un désir; voir ses nations résoudre amicalement, sagement, grâce à des concessions réciproques, leurs différends⁵⁰». Soucieux de ne pas bouleverser les rapports de force établis dans les Balkans en mai 1913, les réactions contre une nouvelle aventure militaire de la part des penseurs d'une droite républicaine modérée et de leurs collègues au sein du mouvement nationaliste, sont surtout motivées par la volonté de maintenir à tout prix une alliance entre les quatre royaumes balkaniques censée être favorable aux intérêts diplomatiques français dans la région⁵¹. Cette alliance menacée par des aspirations conflictuelles et des convoitises contradictoires lors du partage des conquêtes territoriales, elle est considérée par un courant majoritaire au sein de la droite française comme capable de faire obstacle aux ambitions des pays de la Triplice au sujet de la question d'Orient.

Le risque d'une escalade et d'une généralisation du conflit, lié à cette question, se trouve au cœur de la dernière catégorie des réactions contre la guerre au sein de la société française. Bien que le gouvernement français se soit initialement engagé officiellement dans une résolution pacifique de la crise déclenchée dans les Balkans, en invitant les établissements financiers français à décliner toute sollicitation de crédit dont ils seraient l'objet de la part des états belligérants, cet engagement ne parvient pas à rassurer les pacifistes qui constatent à la fois la montée des comportements nationalistes en France et la montée des tensions entre les grandes puissances dans le cadre de la Guerre froide déclarée sur le continent européen après 1871. Déjà en mai 1912, Roger Martin du Gard écrivant à Marcel de Coppet au sujet des agitations violentes de l'Action Française, lui confesse que depuis la crise d'Agadir «un chauvinisme braillard a fait irruption jusqu'à la Chambre, jusque dans le gouvernement, et le peuple de Paris suit par millions d'hommes à travers les rues, le samedi soir» les musiques militaires rétablies par Millerand, ministre de la guerre en 1912 dans le cabinet de Poincaré. Alfred Capus, faisant écho aux résultats de l'enquête biaisée sur la mentalité des jeunes gens, menée par Henri Massis et Alfred de Tarde, déclare dans *le Figaro* du 7 octobre 1912 que l'idée de la guerre est pour la jeunesse une de ses idées directrices. Le nationaliste Georges

⁴⁷ Edmond Théry, «Conséquences économiques et financières pour l'Europe de la guerre balkanique», *Le Progrès de Lyon*, 25 octobre 1912.

⁴⁸ «Le rôle de la France», *Le Petit Parisien*, 6 mai 1913.

⁴⁹ En mai 1913, les revendications contradictoires au sujet du partage des territoires ottomans conquis par les quatre pays alliés de la première guerre balkanique, rendent leurs relations conflictuelles alors qu'en même temps, le différend opposant la Bulgarie à la Roumanie autour de la région de Silistrie n'est toujours pas résolu.

⁵⁰ Raymond Recouly, «Le partage du butin», *Le Figaro*, 14 mai 1913.

⁵¹ En effet, les victoires de la Bulgarie, de la Grèce, du Monténégro et de la Serbie étaient largement interprétées dans la presse française de l'époque ainsi que dans les correspondances des consuls français, comme un renforcement du bloc de l'Entente dans la région des Balkans au détriment de l'influence et des visées de la Triple alliance.

Thiébaud parle quant à lui, dans le journal antisémite *La Libre parole*, « de la grande guerre réparatrice qui n'avait pas quitté les cerveaux ni cessé de les ennoblir⁵² ». Pour sa part, le journal *l'Anarchie* s'insurge contre les discours du député nationaliste Maurice Spronck qui au nom du darwinisme social proclame la guerre nécessaire, en affirmant que les doctrines du pacifisme rendent les peuples mous et inaptes au progrès tandis que la guerre les fait énergiques et vigoureux⁵³. La France de la Belle Époque est obsédée par le sentiment de décadence brandi comme menace par des nationalistes tels que Maurice Barrès et Paul Bourget qui incitent leurs concitoyens à réagir contre ce pessimisme censé avoir envahi d'après eux la société française, en prônant comme remède l'énergie et la vitalité⁵⁴. Ainsi, le bruit des canons des Balkans fait-il vibrer les cœurs des revanchards, tandis qu'il évoque mille sensations délicieuses et rares aux adeptes du mouvement futuriste. Dans un tel contexte idéologique et esthétique, le socialiste Alexandre Varenne retrace avec inquiétude la montée d'une génération, élevée dans le culte de la force, regarde avec mépris les principes de l'humanitarisme et du pacifisme, les idées de fraternité et de justice internationale ayant éduqué sa propre génération⁵⁵. D'autre part, la société française et l'opinion publique européenne toute entière est confrontée à la menace d'une conflagration générale à plusieurs reprises pendant ces conflits balkaniques. En novembre 1912, le chroniqueur de *l'Illustration* informe ses lecteurs que le sujet de la guerre est omniprésent : « on parle d'elle aux tables de famille, aux thés, dans la rue, sur un coin de trottoir, dans l'entracte du théâtre où elle fait tort à la pièce, et partout⁵⁶ ». Le bonapartiste Guy de Cassagnac écrit quant à lui dans *l'Autorité* qu'on ne se dissimule point dans les milieux officiels que nous allons tout droit à la guerre. La note comminatoire adressée par l'Autriche à la Serbie et la réponse de la Serbie sont les « premières étincelles de l'effroyable incendie qui va s'allumer aux quatre coins de l'Europe⁵⁷ ». Devant une telle perspective, le congrès fédéral du parti socialiste de la Seine déclare qu'il n'est pas de conventions, clauses, et traités secrets qui puissent lier pour la guerre, la France républicaine au tsarisme russe et que sous aucun motif, sous aucun prétexte, « la France qui n'a d'autres intérêts que ceux de la paix, ne peut intervenir dans la guerre des Balkans et dans le conflit des impérialismes autrichien et russe⁵⁸ ». Les socialistes réunis dans un meeting contre la guerre par la section du parti à Montrouge⁵⁹, accusent également certains journaux, notamment les quatre grands quotidiens de la Belle Époque, le *Journal*, le *Matin*, le *Petit Journal* et le *Petit Parisien* de minimiser les risques d'une conflagration générale et invitent leurs concitoyens à rester vigilants et prêts à réagir contre toute déclaration de guerre. Se prolongeant dans les Balkans au printemps 1913, la guerre est à l'origine de nouvelles

⁵² Georges Thiébaud, « À propos de la guerre », *La Libre Parole*, 25 octobre 1912.

⁵³ Jules Bluette, « L'ordre et la guerre », *L'Anarchie*, 7 novembre 1912.

⁵⁴ Sur les rapports entre les discours nationalistes et les discours sur la décadence, voir Jean-Jacques Becker, Stéphane Audoin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, Paris, Sedes, 1995, p. 202.

⁵⁵ Alexandre Varenne « Vers la guerre », *L'Humanité*, 19 février 1913.

⁵⁶ Henri Lavedan, « Frémissements », *L'Illustration*, 23 novembre 1912.

⁵⁷ Guy de Cassagnac, « L'autre danger », *L'Autorité*, 10 novembre 1912.

⁵⁸ « Le congrès fédéral extraordinaire du parti socialiste de la Seine », *Le Radical*, 18 novembre 1912. Solidaires des socialistes russes et de leurs luttes dans le domaine de la question sociale et de la démocratisation de la société, les socialistes français s'indignent de la politique de répression menée par le régime tsariste et déplorent que l'État français soit un de ses piliers majeurs à travers les traités d'alliance qu'il avait signé avec lui.

⁵⁹ *Archives nationales*, F/7/13328 « Agitation contre la guerre », compte-rendu du meeting contre la guerre organisé par le groupe de Montrouge du PS, le 17 novembre 1912.

interrogations et préoccupations quant à ses potentielles complications. Dans un tel contexte d'incertitude, Gaston Calmette relate dans *Le Figaro*, des faits alarmants et inquiétants en précisant que:

«L'Italie appelle à tout hasard deux classes sous les drapeaux ; l'Autriche ne modifie en rien sa coûteuse mobilisation ; la Russie conserve la classe maintenue depuis trois mois. L'Allemagne prépare une augmentation de ses troupes de premier choc ; enfin la Belgique effrayée de tels amoncellements d'hommes à sa frontière, s'efforce de remanier en hâte son armée⁶⁰.».

Pourtant, les journaux opposés à la guerre, *l'Humanité* en tête, considèrent que «la presse à la solde de la bourgeoisie capitaliste présente une image faussée⁶¹» de la situation respective des puissances composant la Triple Alliance, d'une part, et de l'autre la Triple Entente afin d'alimenter les excitations chauvines en vue de faire passer le projet des trois ans de service militaire. Dans ce contexte de manipulation de l'information dénoncée par les socialistes, interviennent également pour attiser leurs suspicions, les révélations concernant les rapports tendancieux entretenus entre les industries de la guerre et les coulisses des bureaux de presse. À l'occasion des débats sur le budget militaire au Reichstag, le député socialiste Karl Liebknecht et le député du centre Pfeiffer avaient en effet dénoncé les agissements scandaleux des fabriques d'armes allemandes, subventionnant les journaux en Allemagne et même en France pour répandre les bruits de guerre et pousser aux armements⁶². À ce propos, le journaliste du *Libertaire* se demande sur un ton ironique: «*Le Figaro* prenant le mot d'ordre aux guichets des usines d'Essen! N'est-ce pas édifiant? N'est-ce pas suffisant pour éclairer lumineusement le zèle vraiment excessif de nos farouches revanchards⁶³ ?».

En pleine période de confrontations militaires dans les Balkans, et sur fonds de montée des passions militaristes au cœur du continent européen, les débats autour de la loi des trois ans divisent la société française et ramènent au souvenir des contemporains, la période du boulangisme et de l'affaire Dreyfus. Les intellectuels participent de nouveau aux discussions publiques et ceux qui s'opposent à la prolongation de la durée du service militaire se réunissent au manège du Panthéon en mars 1912. Lors de ce meeting placé sous la présidence de Gabriel Séailles, professeur à la Sorbonne, prennent également la parole, le pacifiste Francis de Pressensé, Paul-Hyacinthe Loyson, directeur de la Ligue des Droits de l'Homme, l'historien Charles Seignobos, le sociologue Émile Durkheim, Eugène Gley professeur au Collège de France et Louis Lapicque professeur au Muséum. L'engagement dreyfusard de ces intellectuels n'échappe pas aux commentaires des journaux de l'époque et si la *Bataille syndicaliste* se réjouit de la recomposition de cette alliance⁶⁴, le journal de la droite nationaliste et antisémite, *la Croix* y déplore la reconstitution du bloc de la France dreyfusienne⁶⁵. En dépit des réactions contre le projet de loi des trois ans, il est voté par le

⁶⁰ Gaston Calmette, «La situation», *Le Figaro*, 20 mars 1913.

⁶¹ Bracke, «Les Slaves des Balkans», *L'Humanité*, 4 avril 1913.

⁶² «La patrie et l'argent; gros scandale au Reichstag; pour exciter la guerre, les fabricants de canons subventionnent la presse», *La Bataille Syndicaliste*, 20 avril 1913. Sur la vénalité de la presse, voir Patrick Eveno, *L'argent de la presse française des années 1820 à nos jours*, Paris, Éditions du CTHS, 2003.

⁶³ «Le bluff patriotique, journalisme et chantage», *Le Libertaire*, 26 avril 1913.

⁶⁴ «Un meeting d'intellectuels», *La Bataille Syndicaliste*, 12 mars 1913.

⁶⁵ Jean Didier, «Pour la patrie», *La Croix*, 4 avril 1913.

Parlement au mois de juillet 1913. À cette occasion, le journal *L'Opinion*, dresse une géographie du scrutin où l'on peut constater que les départements dont plus de trois quarts des représentants ont voté pour la prolongation du service militaire, sont ceux de l'Ouest, de l'Est champenois et lorrain et du massif central⁶⁶.

Conclusion

La victoire électorale du camp «troisanniste»⁶⁷, en juillet 1913, rend le pessimisme exprimé par certains pacifistes et antimilitaristes au début de la guerre balkanique, encore plus retentissant. Le dialogue relaté dans *L'Humanité* du 16 octobre revêt à cet égard un ton prophétique:

«(-) Allons, dit mon camarade, en me rendant le journal, voilà encore des idiots qui vont se battre ! et nous, à cause d'eux, on va recommencer la série des meetings contre la guerre ! (-) Vous dites cela, mon vieux d'un air découragé ? D'ordinaire, vous y marchez d'enthousiasme aux meetings contre la guerre ! (-) Oh ! je suis prêt à marcher ! Le Bureau International a parfaitement raison ! Le Manifeste est très bien ! On marchera, c'est entendu ! c'est un devoir ! [...] Mais que voulez-vous ? Au fond, tout le monde sait bien qu'on n'y peut pas grand'chose ! [...] est-ce que notre ordre du jour empêchera les Bulgares et les Turcs de s'égorger⁶⁸? »

La guerre des Balkans a finalement eu lieu et comme le craignait le camarade de Marcel Sembat dans l'extrait précédent, les réactions s'y opposant n'ont pas pu l'arrêter. Néanmoins, à l'occasion de ce conflit, nous avons assisté en France à l'expression d'un mouvement pluriel d'opposition à la guerre, empruntant à la fois à l'héritage pacifiste et aux discours et pratiques antimilitaristes. Les documents concernant le déroulement de ces manifestations dans l'espace public, nous informent sur leur mise en scène et contribuent à une histoire des pratiques de protestation pour la paix à la veille de la Grande Guerre. Ces réactions mobilisant des moyens multiples et ayant des motivations diverses et variées, nous aident aussi à revisiter le paysage politique français de l'époque, en réévaluant les clivages entre les différentes sensibilités idéologiques ainsi que les fractures à l'intérieur de chaque famille politique. En même temps, elles permettent d'étudier à quel point les vieux démons qui avaient travaillé et divisé la société française au tournant du XX^e siècle, à l'instar de l'affaire Dreyfus ou de la loi 1905, sont encore présents et ont participé à la perception des comportements des acteurs balkaniques et des enjeux de la question d'Orient d'une part, tout en structurant d'autre part les réactions à l'égard de la guerre dans les Balkans et vis-à-vis de la menace d'une guerre à venir. Les réactions face au conflit présent et à celui redouté ou escompté sont également régies par la définition de la nation, du patriotisme, ainsi que par la perception du passé et du futur chez les Français contemporains des guerres balkaniques. Si les uns hantés par la défaite de 1870 profilent comme horizon d'attente une future revanche en considérant les guerres balkaniques comme une étape heureuse et prometteuse dans la réalisation de leur idéal,

⁶⁶ Voir, «La géographie d'un scrutin», *L'Humanité*, 27 juillet 1913 et «L'élan patriotique par départements», *La Croix*, 26 juillet 1913.

⁶⁷ Les partis favorables à la loi des trois ans restaient majoritaires après les élections législatives d'avril 1914, en obtenant 307 sièges contre 293 pour leurs adversaires.

⁶⁸ Marcel Sembat, «À bas la guerre», *L'Humanité*, 16 octobre 1912.

d'autres voix se lèvent en revanche, dans l'espace public, se dressant contre l'extension de ces conflits sur l'ensemble du continent européen.